

Pour une gouvernance du Doubs participative

L'accord cadre a défini un mode de gestion du Doubs franco-suisse qui arrive à terme. Il semble en effet que les partenaires s'engagent vers une nouvelle gouvernance du Doubs prenant mieux en compte certaines problématiques jusque là occultées, telles la qualité des eaux.

Si du côté France, les partenaires associatifs sont engagés aux côtés des politiques et des autorités dans le processus de nouvelle gouvernance, la Suisse ne donne pas les mêmes signaux de démocratie participative. Pourtant il est plus que jamais essentiel de réunir dans les processus décisionnels divers partenaires, afin d'assurer une approche holistique du problème Doubs.

Partant de là, le Gouvernement peut-il nous dire :

- a) quels ont été les conflits entre la Suisse et la France, ainsi que les autres raisons géopolitiques, qui ont conduit à la reconsidération de la gestion du Doubs ?
- b) le Gouvernement jurassien est-il prêt à assurer la protection et renaturation du Doubs et à respecter les nouvelles législations en vigueur, partant de là à engager des projets de reconstitution du continuum du Doubs dans la réserve naturelle et site IFP ?
- c) le Gouvernement accepte-t-il l'idée d'intégrer dans les processus décisionnels de la future gouvernance des partenaires associatifs, notamment des milieux de la protection de l'environnement ?

Delémont, le 23 mars 2011

Au nom du groupe socialiste
Lucienne Merguin Rossé

A collection of handwritten signatures in black ink. The most prominent signature is 'Merguin Rossé' in the upper right. Other legible signatures include 'Mauri', 'James', 'Groul. Posti', and 'D. Decell'. There are several other illegible signatures and scribbles scattered across the lower half of the page.